



Syndicat intercommunal
d'Assainissement
de Parmain l'Isle-Adam

535^{ème} OPERATION D'ASSAINISSEMENT

**EXPLOITATION DES STATIONS D'EPURATION DES EAUX USEES
SISES A L'ISLE ADAM, CHAMPAGNE SUR OISE, PRESLES ET
TRAITEMENT ET ELIMINATION DES
BOUES DES STATIONS D'EPURATION**

**Cahier des Clauses Administratives
Particulières**



ACTEON

201 rue de Chambly

95340 RONQUEROLLES

Tél : 06 80 16 45 94

Email : bet.acteon@wanadoo.fr

Pièce N° :

A2

Sommaire

1. Objet du marché, dispositions générales	4
1.1. Objet.....	4
1.2. Décomposition du marché.....	4
1.3. Représentation des parties.....	6
1.4. Intervenants.....	6
1.5 L'assistance à maîtrise d'ouvrage	7
1.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)	7
1.7. Durée du marché	7
1.8. Reconduction	7
2. Pièces contractuelles du marché	8
3. Délais et lieux de livraison	8
3.1. Délai d'intervention	8
3.2. Lieux d'exécution des prestations	8
4. Forme des notifications et informations au titulaire.....	8
5. Prix, variation du prix.....	9
5.1. Mode d'établissement du prix.....	9
5.2. Nature du prix	9
5.3. Contenu des prix	9
5.3.1 Exploitation des stations d'épuration des eaux usées	9
5.3.2 Traitement et élimination des boues de la station d'épuration des eaux usées	9
5.3.3 Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées sous forme d'acompte trimestriel.....	10
5.4. Forme et variation du prix	10
5.5. Choix de l'index de référence	11
5.6. Modalité de révision des prix.....	12
5.7. Application de la TVA.....	12
6. Avance.....	12
7. Règlement des comptes.....	13
7.1. Transmission des demandes de paiement	13
7.2. Modalités de règlement du prix	14
7.3. Demandes de paiement.....	15
7.4. Délais de règlement	15

7.5. Informations complémentaires	15
7.6. Intérêts moratoires	15
7.7. Règlement en cas de cotraitants	16
8. Pénalités.....	16
8.1. Pénalités de retard et autres	16
9. Modalités d'exécution du marché	17
9.1. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	17
9.1.1 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers.....	17
9.2. Conditions d'exécution des prestations	18
9.3. Documents à fournir pour l'exécution des prestations.....	18
9.4. Délai de garantie des fournitures	18
10. Constatation de l'exécution des prestations	18
10.1. Opérations de vérification	19
10.2. Organisation, sécurité et hygiène sur les stations d'épuration.....	19
11. Assurances	20
12. Clause de réexamen.....	21
13. Résiliation.....	22
14. Différents et litiges.....	22
15. Dérogations au C.C.A.G applicable	23

1. Objet du marché, dispositions générales

1.1. Objet

Le présent marché, régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P), a pour objet l'exploitation des stations d'épuration des eaux usées sise à L'ISLE-ADAM, CHAMPAGNE-SUR-OISE et PRESLES et le traitement des boues des stations d'épuration des villes de L'ISLE-ADAM, CHAMPAGNE-SUR-OISE et PRESLES

La description et les spécifications techniques sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P).

Le marché comprend le traitement de données à caractère personnel. Par dérogation à l'article 5.2.3 du C.C.A.G-FCS, il sera fait application de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

1.2. Décomposition du marché

Le présent marché est composé d'une tranche ferme et de deux tranches optionnelles.

La tranche ferme du marché a pour objet l'exploitation de la station d'épuration des eaux usées située avenue Jules Dupré à L'Isle-Adam (95290) et le traitement des boues de la station d'épuration.

Le titulaire du marché sera tenu de respecter les obligations suivantes :

- Présence permanente du personnel qualifié : le titulaire devra assurer en permanence la présence sur site de deux (2) agents qualifiés. Lorsque les tranches optionnelles 1 et 2 seront affermies, ces deux agents assureront la couverture de l'ensemble des stations d'épuration concernées ;
- Réactivité en cas d'urgence : le titulaire devra être en capacité d'intervenir sur site dans un délai maximal de deux (2) heures en cas de situation d'urgence, et ce, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, y compris les jours fériés ;
- Transmission des données : le titulaire assurera la transmission des documents et données requis au SIAPIA, à la Police de l'Eau et à l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, selon les formats et modalités spécifiés par ces autorités ;
- Traitement des boues : le titulaire prendra à sa charge l'ensemble des dépenses liées au traitement et à l'élimination des boues issues de la station d'épuration, dans le respect de la réglementation en vigueur ;
- Le titulaire s'engage à prendre en compte et à respecter les exigences de la norme ISO 14001 dans l'exécution de ses prestations.

La tranche optionnelle 1 du marché a pour objet l'exploitation de la station d'épuration des

eaux usées située rue des Prés de la Noue à Champagne-sur-Oise (95660) et le traitement des boues des stations d'épuration.

Le titulaire du marché sera tenu de respecter les obligations suivantes :

- Présence du personnel qualifié lors des interventions d'entretien et de maintenance : lors des interventions d'entretien et de maintenance, le titulaire devra assurer la présence sur site de deux (2) agents qualifiés ;
- Réactivité en cas d'urgence : le titulaire devra être en capacité d'intervenir sur site dans un délai maximal de deux (2) heures en cas de situation d'urgence, et ce, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, y compris les jours fériés ;
- Transmission des données : le titulaire assurera la transmission des documents et données requis au SIAPIA, à la Police de l'Eau et à l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, selon les formats et modalités spécifiés par ces autorités ;
- Traitement des boues : le titulaire prendra à sa charge l'ensemble des dépenses liées au traitement et à l'élimination des boues issues de la station d'épuration, dans le respect de la réglementation en vigueur ;
- Le titulaire s'engage à prendre en compte et à respecter les exigences de la norme ISO 14001 dans l'exécution de ses prestations.

A ce jour, la commune de Champagne-sur-Oise n'est pas membre du SIAPIA mais envisage d'intégrer le SIAPIA à compter du 1^{er} janvier 2026.

La tranche optionnelle 1 ne pourra être levée qu'à la condition que la commune de Champagne-sur-Oise ait adhéré au SIAPIA et que la condition suivante ait été réalisée : entrée en vigueur de l'arrêté du représentant de l'Etat dans le département approuvant l'adhésion de la commune de Champagne-sur-Oise au syndicat et modifiant le périmètre du SIAPIA.

Cette condition devra être remplie entre le 15 septembre 2025 et le 1^{er} décembre 2025, afin que le SIAPIA puisse lever la tranche optionnelle 1 au plus tard le 1^{er} décembre 2025 et notifier sa décision au titulaire.

La tranche optionnelle 2 du marché a pour objet l'exploitation de la station d'épuration des eaux usées située rue de L'Isle-Adam à Presles (95590).

Le titulaire du marché sera tenu de respecter les obligations suivantes :

- Présence du personnel qualifié lors des interventions d'entretien et de maintenance : lors des interventions d'entretien et de maintenance, le titulaire devra assurer la présence sur site de deux (2) agents qualifiés
- Réactivité en cas d'urgence : le titulaire devra être en capacité d'intervenir sur site dans un délai maximal de deux (2) heures en cas de situation d'urgence, et ce, 24

heures sur 24, 7 jours sur 7, y compris les jours fériés ;

- Transmission des données : le titulaire assurera la transmission des documents et données requis au SIAPIA, à la Police de l'Eau et à l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, selon les formats et modalités spécifiés par ces autorités ;
- Traitement des boues : le titulaire prendra à sa charge l'ensemble des dépenses liées au traitement et à l'élimination des boues issues de la station d'épuration, dans le respect de la réglementation en vigueur ;
- Le titulaire s'engage à prendre en compte et à respecter les exigences de la norme ISO 14001 dans l'exécution de ses prestations.

A ce jour, la commune de Presles n'est pas membre du SIAPIA mais envisage d'intégrer le SIAPIA à compter du 1^{er} janvier 2026.

La tranche optionnelle 2 ne pourra être levée qu'à la condition que la commune de Presles ait adhéré au SIAPIA et que la condition suivante ait été réalisée : entrée en vigueur de l'arrêté du représentant de l'Etat dans le département approuvant l'adhésion de la commune de Presles au syndicat et modifiant le périmètre du SIAPIA.

Cette condition devra être remplie entre le 15 septembre 2025 et le 1^{er} décembre 2025, afin que le SIAPIA puisse lever la tranche optionnelle 2 au plus tard le 1^{er} décembre 2025 et notifier sa décision au titulaire.

1.3. Représentation des parties

Dès la notification du marché, le titulaire et le donneur d'ordre désignent respectivement une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifient cette désignation au donneur d'ordre ou au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution du marché.

1.4. Intervenants

Désignation de sous-traitants

Les conditions du régime de la sous-traitance sont celles définies par les articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Néanmoins, la sous-traitance devra être limitée à des prestations spécialisées. Dans ce cas, le titulaire du marché devra impérativement déclarer le nom des sous-traitants et les montants correspondants des travaux sous-traités au pouvoir adjudicateur au plus tard un mois après la notification du marché et en tout état de cause avant l'intervention des sous-traitants.

Lors de la demande de sous-traitance, le titulaire du marché devra fournir au pouvoir adjudicateur les éléments relatifs à la déclaration du sous-traitant.

Si le sous-traitant est présenté en cours de marché, son acceptation et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance par le pouvoir adjudicateur sont manifestés par l'établissement d'un acte spécial cosigné par le pouvoir adjudicateur et le titulaire.

L'acte spécial précise tous les éléments demandés et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- le compte à créditer,
- la personne habilitée à donner les renseignements.

1.5 L'assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistance à maîtrise d'ouvrage est assurée par le BET ACTEON et comprend :

- l'établissement des CCTP de la consultation des opérateurs économiques,
- l'aide au choix de l'attributaire,
- la surveillance et la gestion du marché.

1.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

La coordination en matière de S.P.S. des travailleurs est confiée à :

E.C.S.P.S.

201 rue de CHAMBLY
95340 RONQUEROLLES

1.7. Durée du marché

Pour la tranche ferme, le présent marché est conclu à compter de sa notification jusqu'au 31 juillet 2026, pour la 1^{ère} période.

Pour les tranches optionnelles, elles sont conclues pour une durée initiale du 1^{er} janvier 2026 au 31 juillet 2026

1.8. Reconduction

Le présent marché sera ensuite reconductible tacitement trois fois, par période d'un an, soit jusqu'au 31 juillet 2029 pour la tranche ferme et trois fois pour les tranches optionnelles soit jusqu'au 31 juillet 2029.

Chaque reconduction interviendra sans formalité particulière, sauf décision expresse de non-reconduction notifiée au titulaire par le pouvoir adjudicateur par tout moyen avec accusé de réception, dans un délai minimal de trois (3) mois avant la date d'échéance.

Dans tous les cas, le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de la période renouvelée.

2. Pièces contractuelles du marché

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante (sauf cas d'erreur manifeste).

- l'acte d'engagement (A.E) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) et ses éventuelles annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G) des marchés publics de fournitures courantes et de services ;
- les détails quantitatifs estimatifs ;
- les annexes ;
- l'offre technique du titulaire (mémoire technique et ses annexes).

Il est fait application des dispositions de l'article 4.1 du C.C.A.G Fournitures Courantes et Services (C.C.A.G FCS).

3. Délais et lieux de livraison

3.1. Délai d'intervention

L'intervention sous 2 heures en cas d'urgence, 24h/24h et 365 jours par an.

3.2. Lieux d'exécution des prestations

L'exécution des prestations est mentionnée dans les C.C.T.P.

4. Forme des notifications et informations au titulaire

Information au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le pouvoir adjudicateur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Remise contre récépissé daté,
- Echanges dématérialisés ou supports électroniques dans les conditions suivantes :
L'ordre de service ou le document relatif à l'exécution du marché (hors demande d'intervention en urgence) pourra être envoyé par tous les moyens, y compris par voie dématérialisée (courriel ou plateforme de dématérialisation). Le titulaire devra alors accuser réception par le même biais dans un délai de 24 heures maxi. Passé ce délai, la date retenue serait celle du courriel + 1 jour,
- Tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception.

5. Prix, variation du prix

5.1. Mode d'établissement du prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques définies ci-après.

5.2. Nature du prix

Les prestations faisant l'objet du présent marché seront réglées, comme précisé à l'acte d'engagement, par application des prix unitaires, dont le libellé est détaillé au bordereau des prix unitaires (B.P.U), aux quantités réellement exécutées.

5.3. Contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en considérant comme incluses outre les sujétions définies à l'article 10.1.3 du C.C.A.G FCS, les contraintes normalement prévisibles : intempéries, phénomènes naturels, habituels dans la région d'exécution des prestations, mais également les frais de livraison, de transport, de déplacement, d'hébergement, de restauration.

En complément de l'article 10.1.3 du C.C.A.G FCS, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix dans le cadre du présent marché conclu en groupement : en cas de cotraitance solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectués par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

5.3.1 Exploitation des stations d'épuration des eaux usées

En contrepartie des charges qui lui incombent, en exécution du présent marché, le titulaire perçoit du SIAPIA une rémunération **R** dont la valeur de base est **R0**, hors taxes est composée :

- 1) D'une partie fixe couvrant les frais fixes de personnel, d'entretien courant des installations, les grosses réparations et le renouvellement du matériel.
- 2) D'une partie proportionnelle au mètre cube d'eau traité, des boues à la tonne traitée. Les impôts fonciers seront à la charge du SIAPIA, tous les autres impôts et redevances seront à la charge de le titulaire, y compris impôts et taxes professionnelles ou toutes autres redevances les remplaçant.

5.3.2 Traitement et élimination des boues de la station d'épuration des eaux usées

En contrepartie des charges qui lui incombent, en exécution du présent marché, le titulaire perçoit du SIAPIA une rémunération forfaitaire par tonnes de boues humides après déshydratation par centrifugation aux stations d'épuration par application du prix figurant au

bordereau des prix.

5.3.3 Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées sous forme d'acompte trimestriel

1) Décomptes et acomptes trimestriels

Avant la fin de chaque trimestre, le titulaire remet uniquement à l'assistant au maître de l'ouvrage un projet de décompte trimestriel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités et pourcentages arrêtés à la fin du trimestre précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient pour les prestations de l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Il y est joint éventuellement, toutes indications nécessaires touchant aux approvisionnements. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

L'assistant au maître de l'ouvrage notifie au titulaire, l'état d'acompte, le décompte et le projet de décompte trimestriel à utiliser le trimestre suivant.

2) Le décompte final

A la suite de la notification de la décision de réception, le titulaire adresse, après le projet de décompte trimestriel afférent au dernier trimestre d'exécution, un projet de décompte final indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au C.C.A.G et produit les mêmes effets que le décompte final.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui établit le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes, et du solde formant le décompte général.

5.4. Forme et variation du prix

Les prix pourront être révisés annuellement à la date de reconduction, dans les conditions du présent article, avec une clause de sauvegarde s'élevant à 3% maximum par période annuelle.

Clause de sauvegarde

Dans le cas où l'application de la révision conduirait à une augmentation supérieure à 3 %, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le présent marché avec le titulaire concerné, sans indemnité, pour motif d'intérêt général sauf si le titulaire accepte de ramener ladite augmentation à moins de 3 %.

La première révision ne peut pas intervenir avant l'échéance de la première période d'exécution du marché.

Le titulaire doit transmettre le nouveau bordereau des prix, au Syndicat Intercommunal d'assainissement de Parmain L'Isle Adam avec un préavis d'un mois avant leur date effective d'application, par tout moyen permettant une efficacité de l'envoi et donc une transparence des tarifs.

Le titulaire s'engage par ailleurs à fournir tous les renseignements sur les prix.

5.5. Choix de l'index de référence

a) Exploitation de la station d'épuration

L'index de référence **I** choisi en raison de leurs structures pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est une formule paramétrique dont la structure est la suivante :

$$I = 35 \% \text{ ICHT} - E + 25 \% 010764352 + 40 \% \text{ FSD2}$$

Et pour définition des index ou indices :

ICHTT – E	⇒	Coût horaire du travail, tous salariés, de la production et de la distribution de l'eau, de l'assainissement , de la gestion des déchets et de la pollution (BMS tableau 3 ligne 2 11
010764352	⇒	Electricité, gaz, vapeur et air conditionné
FSD2	⇒	frais et Services Divers module référence 2

Ces index ou indices sont publiés :

- au Bulletin Officiel du ministère en charge de l'Equipement ;
- au Bulletin Officiel de la Concurrence, de la Consommation, et de la Répression des Fraudes (BOCCRF).

Les pénalités retenues concernant l'exploitation de la station d'épuration sont révisées avec l'index de référence ci-dessus.

b) Traitement et élimination des boues de la station d'épuration

L'index de référence **I** choisi en raison de leurs structures pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est :

$$I = \text{FSD3} \quad \Rightarrow \quad \text{Frais et Services Divers module référence 3}$$

Cet index est publié :

- au Bulletin Officiel du ministère en charge de l'Equipement ;
- au Bulletin Officiel de la Concurrence, de la Consommation, et de la Répression des Fraudes (BOCCRF).

Les pénalités retenues concernant le traitement et l'élimination des boues sont révisées avec l'index de référence ci-dessus.

5.6. Modalité de révision des prix

La révision des prix est effectuée par l'application au prix d'un coefficient **C_n** donné par la formule :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_n / I_o)$$

avec : **I_o** = valeur de l'index du mois d'établissement des prix

I_n = valeur de l'index du mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

La valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Pour la mise en œuvre de cette formule les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi est traité de la façon suivante :

- ☐ si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- ☐ si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

5.7. Application de la TVA

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

6. Avance

Conformément à l'article L. 2191-2 du code de la commande publique, le marché donne lieu à un versement à titre d'avances.

Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance est fixé à 10% (option B du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

Le délai de paiement de l'avance court à compter de la date de notification du marché.

Le montant de l'avance n'est pas révisable.

Le versement de l'avance est conditionné par la fourniture d'une garantie à première demande par le titulaire. La garantie doit couvrir l'intégralité du montant de l'avance. Cette garantie peut être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

7. Règlement des comptes

7.1. Transmission des demandes de paiement

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Les factures seront à déposer en priorité sur le portail CHORUS PRO :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Si les factures ne sont pas déposées sur le portail CHORUS PRO, elles seront envoyées à l'adresse suivante :

Par scan à l'adresse e-mail suivante : contact@siapia.fr

Par courrier à l'adresse suivante :

Syndicat Intercommunal d'Assainissement de Parmain L'Isle-Adam
1 avenue Jules DUPRE
95290 L'ISLE-ADAM

Factures papier :

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et adresse du créancier ; et son n° de Siret ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le numéro du marché et le numéro d'engagement (n° d'engagement chorus);
- les fournitures livrées et/ou les prestations exécutées ;
- le prix des fournitures et/ou des prestations HT ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.

Factures dématérialisées :

Présentation des demandes de paiement via la plateforme CHORUS :

Mentions obligatoires sur les factures électroniques : mentions indiquées ci-dessus pour les

factures papier et en complément les éléments suivants :

- Date d'émission de la facture,
- Date de livraison des fournitures ou d'exécution des services,
- Renseignements éventuels relatifs aux déductions ou versements complémentaires,
- Les factures électroniques devront comporter les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, en application de l'article R.123- 221 du code de commerce (Numéro SIRET).

Pour les grandes entreprises, les entreprises de taille intermédiaire et les PME, la transmission de factures dématérialisées est rendue obligatoire. Cette obligation concerne les microentreprises à partir du 1^{er} janvier 2020.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier. De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée :

- l'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
- le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues ;
- le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire.

7.2. Modalités de règlement du prix

En complément des dispositions de l'article 11 du C.C.A.G FCS, les précisions ci-dessous sont apportées.

Le règlement du prix s'effectue trimestriellement après exécution des prestations et décision d'admission dans les conditions de l'article 11.8 du C.C.A.G FCS.

Pour les sous-traitants, le paiement s'effectuera à partir des décomptes trimestriels, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Pour les sous-traitants d'un opérateur économique du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des opérateurs économiques du

groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA. Si l'opérateur économique qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de permettre l'exécution de prestations au-delà de la masse initiale du marché par décision de poursuivre.

7.3. Demandes de paiement

Conformément aux dispositions de l'article 11.8 du C.C.A.G FCS, le titulaire transmet sa demande de paiement après exécution et décision d'admission des prestations par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier la demande de paiement qui comporterait des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

7.4. Délais de règlement

Les délais dont dispose le donneur d'ordre ou son représentant pour procéder au règlement des acomptes/règlements partiels définitifs éventuels et du solde sont fixés dans l'acte d'engagement.

7.5. Informations complémentaires

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique applicable au SIAPIA (comptabilité M49). Elles seront financées sur fonds propres.

Les sommes dues au titulaire seront payées, par mandat administratif, dans les délais prévus par le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

7.6. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré selon le taux en vigueur à la date à laquelle est survenue l'incident.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

En cas de retard de paiement, le pouvoir adjudicateur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions des articles L. 2192-12 et suivants du code de la commande publique.

7.7. Règlement en cas de cotraitants

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

8. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G FCS, aucune exonération de pénalités ne sera appliquée. Les pénalités sont applicables dès le premier euro, sans mise en demeure préalable.

8.1. Pénalités de retard et autres

Par dérogation à l'article 14 du CCAG fournitures courantes et services, les pénalités suivantes seront appliquées :

- Une pénalité de 500 € (cinq cents euros) hors taxes sera appliquée par jour de retard ou de non-conformité dans la fourniture des documents prévus dans le cadre de ce marché. Cette pénalité s'appliquera par document non remis dans le délai prévu. Cette pénalité sera appliquée sur simple constatation et sans mise en demeure préalable du titulaire
- Une pénalité de retard de 500 € (cinq cents euros) hors taxes par 1/4 d'heure de retard en cas de dépassement du délai d'intervention d'urgence fixé à l'article 5.5 du C.C.T.P. Cette pénalité sera appliquée sur simple constatation et sans mise en demeure préalable du titulaire
- Une pénalité de 500 € (cinq cents euros) hors taxes pour chaque constatation d'absence d'un agent sur la station d'épuration aux horaires fixés au à l'article 5.5 du C.C.T.P. Cette pénalité sera appliquée sur simple constatation et sans mise en demeure préalable du titulaire
- Pénalités en cas d'insuffisance d'épuration : Dans le cas où l'épuration des eaux ou le traitement des boues ne respecterait pas momentanément les prescriptions fixées par le C.C.T.P et la réglementation en vigueur au moment des faits, une pénalité journalière de 500 € (cinq cents euros), sera appliquée. Cette pénalité sera appliquée sur simple constatation et sans mise en demeure préalable du titulaire.
Dans un cas plus grave, d'une confirmation dans les 10 j (dix jours) d'insuffisance d'épuration, la suspension de la rémunération de l'exploitant sera immédiate. Cette pénalité sera appliquée sur simple constatation et sans mise en demeure préalable du titulaire

- Pénalités en cas d'insuffisance de déshydratation des boues : Dans le cas de dépassement du tonnage de boues évacuées trimestriellement, en fonction de la siccité, une pénalité "po" de 100 € (cent euros) sera appliquée par tonnes de boues en dépassement (article 11 du C.C.T.P). Cette pénalité sera appliquée sur simple constatation et sans mise en demeure préalable du titulaire

Ces pénalités s'appliquent sans mise en demeure préalable du titulaire par simple constat du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

9. Modalités d'exécution du marché

9.1. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du C.C.A.G FCS.

9.1.1 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles R. 2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment les articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique et la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent C.C.A.P.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français ».

9.2. Conditions d'exécution des prestations

Les prestations seront réalisées dans les conditions des C.C.T.P.

9.3. Documents à fournir pour l'exécution des prestations

Le titulaire s'engage à fournir toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et une mise en œuvre corrects des matériaux telle que définie aux C.C.T.P.

a) Période de préparation

Il est fixé une période de préparation de 15 jours pendant laquelle le titulaire devra établir le PPSPS, effectuer la visite de toutes les installations en présence du pouvoir adjudicateur pour effectuer un état des lieux.

Les dates et heures de retrait et de dépôt des bennes à boues devront figurer sur un carnet qui sera à la disposition du maître d'œuvre.

b) Plan d'assurance qualité

Le Plan Assurance Qualité est établi par le titulaire. Il est soumis au visa du pouvoir adjudicateur.

Le PAQ doit être remis dans le mois suivant la notification du marché.

Les documents du PAQ décrivent les dispositions, les réglages, le contrôle interne et le cas échéant le contrôle externe à la chaîne de production.

c) Echantillons – Notices techniques – Procès-verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément demandés par le pouvoir adjudicateur et ce dans les délais prévus par celui-ci.

9.4. Délai de garantie des fournitures

Conformément à l'article 28 du C.C.A.G FCS, le délai de garantie des matériaux est de minimum 2 ans à compter de la réception des fournitures.

Insuffisance des installations

Si, malgré un entretien efficace d'une section d'ouvrage, des débordements anormaux ou mises en charge fréquentes étaient constatées par le titulaire, celui-ci avise immédiatement le pouvoir adjudicateur et l'assistant à la maîtrise d'ouvrage pour leur permettre d'examiner les mesures à prendre afin de rétablir un fonctionnement normal.

10. Constatation de l'exécution des prestations

L'exécution du marché fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

10.1. Opérations de vérification

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions du chapitre 5 du C.C.A.G FCS et dans les conditions particulières suivantes :

- Nature des opérations de vérification : quantitative et qualitative : le contrôle s'effectuera sur un délai de 15 jours après la réception du produit, après acceptation du bon de livraison et du service fait.
- Lieu des opérations de vérification : dans les locaux des STEU.
- Modalités de réalisation des opérations de vérification : dans les conditions des pièces du marché et des textes correspondants.
- Moment des vérifications :
Dans un délai de 15 jours après la date de livraison conformément aux dispositions du C.C.A.G FCS.

10.2. Organisation, sécurité et hygiène sur les stations d'épuration

Le titulaire doit tenir compte des éléments suivants :

a) Personne responsable de l'exécution des prestations

Dès la notification du marché, le titulaire devra communiquer au pouvoir adjudicateur, le nom de la personne responsable de l'exécution des prestations ainsi que le numéro de téléphone où cette personne pourra être jointe de jour comme de nuit y compris les samedis, les dimanches et jours fériés.

Ce responsable devra être en mesure de réunir dans un délai maximum de 2 heures une équipe capable d'intervenir afin de remédier à un incident intervenu sur les ouvrages.

b) Sécurité du personnel et des tiers

Le titulaire doit avoir à sa disposition à chaque intervention le matériel de sécurité nécessaire pour assurer la sécurité du personnel et des tiers conformément à la réglementation en vigueur.

Il devra en outre tenir compte du PGCSPS joint dans le présent dossier et établir son PPSPS qui devra être visé par le coordonnateur en matière de S.P.S. des travailleurs et établi pendant la période de préparation.

L'entretien et l'exploitation des divers ouvrages et la manutention des boues, objet du marché, peuvent être la cause de blessures en raison de la présence éventuelle de débris, matériaux, etc. mais aussi d'infections à la suite d'un contact avec les eaux usées ou avec les boues.

Il importe donc que le titulaire veille à la vaccination de son personnel et de lui-même et porte à la connaissance du pouvoir adjudicateur tout accident survenu lors de l'exécution des prestations.

Il associera cette déclaration d'une petite note présentant les mesures de santé qu'il compte prendre.

11. Assurances

Le titulaire du marché et ses sous-traitants agréés par le pouvoir adjudicateur devront justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie, au moment de la constitution, puis en cours d'exécution d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile (RC) qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et du pouvoir adjudicateur en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

a) Assurances responsabilité civile et dommage aux tiers

Le titulaire doit être détenteur d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages, causés par l'exécution des prestations (que la responsabilité du dommage soit due à un membre de son personnel ou à un système dont il dispose).

- Responsabilité civile en cours d'exécution des prestations,
- Responsabilité civile après exécution des prestations.

Les montants et couverture d'assurance doivent expressément s'appliquer aux dommages causés aux ouvrages préexistants (sols, murs, plafonds, matériels, bâtiments...), et aux sinistres tels qu'incendie, explosion, effondrement etc.

Cette assurance devra être contractée auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, étant précisé que l'ensemble des intervenants de l'opération sont considérés comme tiers, y compris le pouvoir adjudicateur.

- Dommages corporels : 575 000 Euros par sinistre
- Dommages matériels et immatériels consécutifs : 525 000 Euros par sinistre et par année d'assurance
- Dommages immatériels non consécutifs : 750 000 Euros par sinistre et par année d'assurance.

Les montants minima de garantie ici indiqués ne constituent en aucun cas une quelconque limitation de responsabilité et il appartient au titulaire de souscrire les montants de garantie à hauteur des responsabilités qu'il considère encourir.

La police d'assurance souscrite par ses sous-traitants ne réduit, n'atténue ou ne modifie, en aucun cas, la responsabilité du titulaire, définie à l'article 11 a).

b) Assurances vol et dommages aux biens

Le titulaire doit être détenteur d'une assurance couvrant les vols et les dommages aux biens du SIAPIA ; sa responsabilité sera engagée que le dommage soit dû à un membre de son personnel ou à un système dont il dispose.

c) Assurance dommages aux locaux ou emplacements mis à disposition

Dans le cas où les locaux ou emplacements sont mis à sa disposition, le titulaire est tenu de

souscrire une assurance garantissant les dommages de toute nature pouvant atteindre lesdits biens.

Les garanties de cette police doivent être étendues aux risques de voisinage que le titulaire encourt vis-à-vis des tiers.

Pour les travaux ne relevant pas de cette obligation légale d'assurance, le titulaire est tenu de souscrire une police d'assurance responsabilité civile décennale en répartition pour garantir les risques qu'il encourt en application de l'article 11 a).

d) Justification des polices

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, le titulaire doit justifier qu'il est détenteur des polices citées aux articles ci-dessus. Le titulaire doit fournir une copie de ses nouvelles polices d'assurance dans le cas où celles présentées lors la notification du marché arrivent à échéance en cours d'exécution du marché public.

Il doit prévenir le service de la commande publique de toutes modifications de ses polices d'assurance.

e) Responsabilité décennale et garantie de bon fonctionnement

Le titulaire est responsable de plein droit envers le pouvoir adjudicateur des désordres affectant les éléments constitutifs des ouvrages et ses éléments d'équipement objet du marché sur la base des articles 1792 à 1792-4 et 2270 du Code civil.

f) Communication des attestations

Le titulaire devra produire, dans le mois qui suit la notification du marché, et au cours du premier trimestre de chaque période d'assurance, les attestations d'assurance en cours de validité justifiant de la souscription des polices mentionnées au présent article et indiquant le montant des garanties et la durée de la période de couverture, et ce aussi longtemps que sa responsabilité peut être engagée.

En cas de couverture insuffisante, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exiger de la part du titulaire la souscription d'assurances complémentaires.

12. Clause de réexamen

Le marché ne pourra faire l'objet de modifications en cours d'exécution, sous réserve du respect des conditions prévues par les articles L. 2194-1 à L. 2194-3 et R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

Modalités de révision du cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) :

En cas d'évolution des normes ou de modification des performances ou exigences fonctionnelles ou intervention d'un besoin spécifique ou nouveau pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, par voie d'avenant (conformément

aux articles L. 2194-1 et R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique) et à condition qu'il n'y ait pas de bouleversement de l'économie générale du marché, de modifier les clauses afférentes au cahier des clauses techniques particulières pour une mise à jour des spécifications techniques.

Le titulaire devra alors être en mesure de prouver, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente la nouvelle spécification technique lorsque celle-ci est fondée sur des normes ou qu'elles permettent d'atteindre les performances ou exigences fonctionnelles fixées par le pouvoir adjudicateur, sous peine de résiliation amiable du marché.

Tout avenant ou modification de marché sera transmis par tous les moyens, y compris par voie dématérialisée (courriel ou plateforme de dématérialisation). Le titulaire devra alors accuser réception par le même biais.

13. Résiliation

Les dispositions des articles 29 à 36 du C.C.A.G-FCS sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoute la disposition suivante.

Résiliation aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 32 et 36 du C.C.A.G FCS avec les précisions suivantes :

- Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 36 du C.C.A.G FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et par dérogation à l'article 34.5 du C.C.A.G FCS, la notification du décompte de résiliation par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.
- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- Par dérogation et en complément des articles 32 et 34.3 du C.C.A.G FCS, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire est rémunérée avec un abattement de 20 %.
- En complément à l'article 32 du C.C.A.G FCS, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques

14. Différents et litiges

La loi française est seule applicable au présent marché.

En cas de litige, le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif de Cergy Pontoise

2-4 Boulevard de l'Hautil 95000 CERGY PONTOISE

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance, relatifs au présent marché doivent être rédigés en langue française.

15. Dérogations au C.C.A.G applicable

Liste des articles du C.C.A.G FCS auxquels il est dérogé et intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations :

Articles du C.C.A.G auxquels il est dérogé	Numéro et intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations
5.2.3	1.1. Objet, dispositions générales
14.1.1. et 14.1.3	8. Pénalités
28	9.6 Délai de garantie des fournitures
32, 34.3 et 34.5	13. Résiliation pour faute du titulaire